



Leçon 2.2

Orientations législatives spécifiques aux missions de l'ONU

Résultats de l'apprentissage

- Comprendre les orientations et les mandats législatifs spécifiques aux MDMD.
- Adopter un plan d'action conforme aux responsabilités juridiques de l'ONU.

Contenu de la leçon

- Résolutions du Conseil de sécurité
- Politiques de l'ONU
- Orientations, politiques et lignes directrices législatives de l'ONU

Résolutions du Conseil de sécurité

- La résolution du Conseil de sécurité est le fondement juridique pour le déploiement d'une mission.
- Elle définit les tâches et les responsabilités de la mission, conformément aux attentes du Conseil.



Résolutions des Nations unies applicables

- Résolution 78/80 de l'Assemblée générale (décembre 2023)
- Résolution 2686 du Conseil de sécurité (juin 2023)
- Rapport du Comité spécial des opérations de paix A/77/19 (mars 2023)
- Résolution 76/274 de l'Assemblée générale (juillet 2022)

Mandats de mission

Le Conseil de sécurité a chargé les différentes missions de maintien de la paix d'agir pour surveiller, signaler et contrer la désinformation et la désinformation :

- **MINUSCA** - Résolution 2659 du Conseil de sécurité (2022)
- **FINUL** - Résolution 2650 du Conseil de sécurité (2022)
- **MONUSCO** - Résolution 2666 du Conseil de sécurité (2022)



Cadre stratégique pour le maintien de la paix

Politiques, lignes directrices et procédures opérationnelles permanentes du DOP-DAO (exemples) :

- Intégrité de l'information dans le cadre du maintien de la paix
- Les droits humains dans le cadre des opérations de paix et des missions politiques
- Communication stratégique dans les opérations de paix
- Renseignement dans les opérations de maintien de la paix
- Prévenir les violences sexuelles liées aux conflits et y répondre

Politiques et bulletins pertinents du Secrétaire général (exemples) :

- Politique de diligence raisonnable relative aux droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes.
- Note de politique 8 sur Notre Programme commun : Intégrité de l'information sur les plateformes numériques

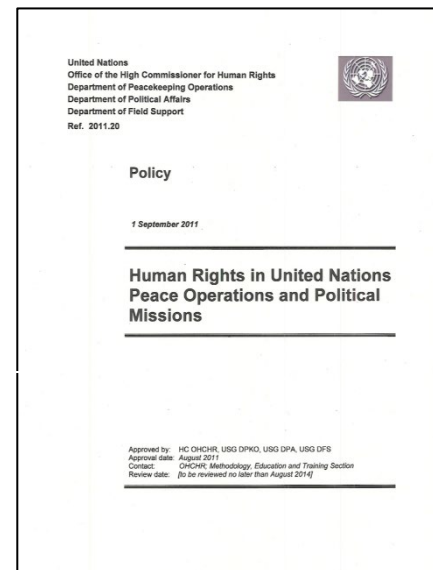
Le respect des politiques de l'ONU est obligatoire

Politique relative à l'intégrité de l'information dans les opérations de maintien de la paix

- **Développée** en réponse au défi sérieux et croissant de l'intégrité de l'information.
- **Définit** l'approche, les paramètres, les méthodes et les processus visant à renforcer l'intégrité de l'information et à lutter contre les MDMD.
- **Répond** aux orientations de l'AG et du Conseil de sécurité et s'appuie sur elles.

Politique en matière de droits humains dans les opérations de paix

Responsabilités des agents de maintien de la paix :



Identifier



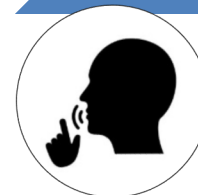
Enregistrer



Établir des rapports



Préserver la confidentialité



Signaler



Protéger



Suivre la situation



Politique de communication stratégique dans les opérations de paix

- Établir des normes communes pour la communication stratégique et l'information du public.
- Faciliter une communication cohérente entre les différentes opérations de maintien de la paix des Nations unies.
- Renforcer la capacité à obtenir un soutien politique et public et à honorer les mandats.



Étude de cas n°1 : Lutte contre les MDMD



En Utopie, où l'opération multidimensionnelle de maintien de la paix UNAMU est active, une rumeur selon laquelle les agents de maintien de la paix collaborent avec l'une des factions belligérantes commence à se propager. Cette rumeur se diffuse rapidement sur les médias sociaux, alimentant les tensions et menaçant de saper le travail de la mission.

Quelle est l'action adéquate pour l'UNAMU selon les politiques de l'ONU ?

Prévenir les violences sexuelles liées aux conflits (VSLC)

- Des informations préjudiciables peuvent être utilisées pour inciter aux VSLC dans les situations de conflit.
- Les discours de haine sont souvent utilisés comme une arme pour empêcher la participation de groupes marginalisés comme les femmes en tant qu'électrices, candidates, travailleuses des médias, etc.
- Il est essentiel de traiter ces questions pour sauvegarder les droits humains et promouvoir la paix dans les zones de conflit.



Étude de cas n°2 : VSLC et MDMD



Décrire les mesures que l'opération de maintien de la paix devrait prendre pour remédier à cette situation.

Une faction belligérante a **systématiquement pris pour cible les femmes et les jeunes filles** d'un village isolé, les soumettant à des actes brutaux de violences sexuelles. Lorsque la nouvelle de ces attaques a émergé, les plateformes de réseaux sociaux ont été **inondées de rumeurs et d'informations fabriquées de toutes pièces** qui accusaient les victimes de collaborer avec les auteurs. Les **discours de haine à l'encontre des victimes se sont rapidement propagés** sur les réseaux sociaux, ce qui les a encore plus traumatisées et a entravé leurs actions en justice.

Renseignement dans les opérations de maintien de la paix

(Politique du DOP en matière de renseignement dans les opérations de maintien de la paix)

- Respect total des droits humains et du droit international
- Pas d'activités clandestines
- Pas d'exposition des sources à des risques
- Pas de paiements ou d'avantages versés aux sources
- Indépendance des services de maintien de la paix de l'ONU
- Coopération avec les États sous conditions

Étude de cas n°3 : réponse à la mésinformation et à la désinformation

La mission de maintien de la paix en Utopie a commencé à remarquer une augmentation de la mésinformation et de la désinformation concernant le travail de la mission. Les informations en question visaient souvent les agents de maintien de la paix et le personnel national et avaient pour but de susciter un sentiment de danger chez ces personnes.

La CACM/le COC a commencé à suivre la situation et a rapidement identifié un certain nombre de sources de désinformation.



Quelles limites juridiques la mission devra-t-elle respecter pour surveiller la situation ?

Points à retenir

- L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU ont reconnu que les MDMD représentaient une menace croissante pour les opérations de maintien de la paix.
- Les missions de l'ONU doivent prendre des mesures pour résoudre ce problème, notamment en établissant un cadre pour lutter contre les MDMD conformément au droit international en matière de droits humains.
- Le personnel en uniforme doit comprendre les MDMD susceptibles d'avoir un impact sur la paix et la sécurité et y répondre, conformément au droit international et aux politiques des Nations unies qui en découlent. Il doit être en mesure de faire la différence entre la lutte contre les MDMD et les réponses de sécurité.

Questions